

les O.S.) ou du rôle politique générale que cela peut jouer, mais par une attirance spontanée vers les pauvres.

Une seconde constante de l'éducation catholique, c'est l'ahistorisme, le refus de l'histoire. L'histoire est le monde des péripéties sans importance face à l'être immuable. Ces conceptions sont passées dans l'inconscient politique des militants d'origine catholique : le passé, c'est le passé ; ce qui compte c'est ce qui se passe maintenant et mieux ce qu'il faudrait qu'il se passe. L'idée que la conscience de classe ait pu être modelée par des périodes historiques, que des organisations ou des courants aient pu laisser des traces profondes, que l'histoire a joué un rôle déterminant dans le comportement politique des masses, ces conceptions-là sont étrangères au militant chrétien qui, ayant rompu avec sa sainte mère l'Eglise, estime que tout le monde est dans un état de disponibilité identique. D'où la naïveté souvent des réactions politiques de ce courant pour qui l'histoire ne veut rien dire, dans la mesure où leur propre histoire est ahistorique.

Ce ne serait pas bien grave s'il n'y avait un corollaire à cet antihistoricisme : le refus des acquis historiques. Cette tendance commune à toute une série de couches qui viennent d'entrer dans la lutte des classes est particulièrement évidente chez le militant chrétien : le « dogmatisme » des textes lui rappelle fâcheusement le dogme de l'Eglise et la croyance sur parole ou sur texte, le temps où il était enfant de chœur. On comprend la confusion politique d'un grand nombre de courants chrétiens : faute d'outils marxistes pour saisir la situation actuelle, ils se condamnent à l'empirisme et au subjectivisme. L'expérience historique, décisive pour la classe ouvrière, n'existe pas pour eux, le monde d'où ils viennent est en dehors de l'histoire.

b) Les nouvelles couches moyennes

Nous écrivions en 1968-1969⁴ : « De fait on peut conclure que la petite bourgeoisie urbaine, en s'intégrant dans le processus de production de façon spécifique, doit à plus ou moins long terme élaborer une idéologie qui reflétera sa situation au sein de la société. On peut dire que Mai a entamé confusément ce processus. Il se poursuivra sans doute et modifiera considérablement les perspectives politiques dans la mesure où le prolétariat aura à ses côtés une couche relativement homogène, vraisemblablement antagoniste à la bourgeoisie, mais n'ayant pas forcément des intérêts identiques à ceux du prolétariat. Ce sera donc aux marxistes révolutionnaires d'en tirer les leçons politiques. » Aussi modestes que nous soyons, il faut bien dire que nous ne nous sommes

point trompés : on a vu apparaître à l'état presque pur l'idéologie de ces nouvelles couches : les ouvrages de Bon et Burnier tendant à déposséder le prolétariat traditionnel de son rôle révolutionnaire au profit des « nouveaux intellectuels ». On a vu se développer également un courant politique s'articulant autour de certains secteurs de la C.F.D.T., s'exprimant par un organe comme *Politique Hebdo* qui serait en partie la manifestation de la radicalisation de ces couches. Il reste maintenant aux marxistes à en tirer les leçons.

Pour tirer des leçons, il faut avoir des instruments, et c'est là que nous retombons sur le concept de centrisme : cette définition strictement politique est-elle opératoire pour rendre compte de cette réalité nouvelle ? Avant de répondre, il faudrait voir à quoi sert une définition politique. Essentiellement à armer les militants ; une définition politique n'est pas une classification zoologique, mais un instrument d'action. Selon que l'on qualifie un courant politique de bourgeois, petit-bourgeois, ouvrier... les attitudes politiques que nous avons par rapport à lui changent. En conséquence, le rôle de la définition politique est en dernière analyse pratique. Si nous admettons cela, le terme de centrisme, utilisé parfois pour désigner la radicalisation de nouvelles couches (des travailleurs des superstructures), est impropre. Un courant socio-politique, issu d'une couche sociale et qui ne se rattache au mouvement ouvrier que par des liens particuliers (ce qui ne veut pas dire forcément plus faibles), ne peut être comparé avec une tendance du mouvement ouvrier, issue des partis sociaux-démocrates ou staliniens, qui se situe sur un plan directement politique. Les marxistes font évoluer un courant ou une organisation centriste. Peuvent-ils faire évoluer ce qui n'est peut-être même pas créé, ce qui n'est que partiellement organisé, ce que l'on discerne à peine. En ce sens, les caractéristiques politiques de ces nouvelles couches sont trop complexes et confuses pour qu'une définition simple soit pertinente.

Il convient d'abord d'analyser historiquement ces nouvelles couches (techniciens, enseignants, travailleurs des superstructures). On ne saurait en rendre compte à l'aide des concepts de division technique et division sociale du travail, dans la mesure où ces notions renvoient à un modèle achevé de société socialiste qui n'existe pas (à moins de considérer les pays prétendus « socialistes » comme des exemples) pour les pays industriellement avancés. Il serait plus opératoire d'utiliser l'idée suivante : celle de retard de la révolution. Dans les pays capitalistes avancés, les circonstances et les staliniens ont voulu que l'ordre bourgeois se maintienne, se renforce au prix de désastres sans nom et de certaines corrections internes. Ce paradoxe : la croissance des forces productives dans le cadre des rapports de production bourgeois entraîne une aggravation des contradictions à tous les plans

4. « Marxisme et petite bourgeoisie », *Marx ou Creve*, n° 1.